

ANNALES
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE
SCIENCES ET INDUSTRIE
DE LYON

1918-1921



LYON
SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE A. REY
4, RUE GENTIL, 4
—
1922

fermiers font une « grève de lait » jusqu'à ce que ce produit soit plus rémunérateur.

Les fermiers américains élèvent leurs propres bestiaux, mais souvent ils en achètent à des éleveurs de l'Ouest; ces derniers ne vendent que des bêtes toutes jeunes, qui sont à engraisser et c'est le rôle des fermiers. En six mois, ces bêtes engraisseront de 50 kilogrammes. L'élevage des porcs se fait dans la vallée du Mississipi; ces animaux sont engraisés avec des tourteaux, du colza et des pois, ce qui réduit considérablement les frais de fourrage, lorsqu'ils atteignent le poids de 100 à 120 kilogrammes, d'ordinaire de six à huit mois d'âge, ils sont vendus. Les moutons sont surtout nombreux dans la région de l'ouest où le climat sec et les pâturages de montagne conviennent à merveille à leur élevage, il n'est pas rare de rencontrer des troupeaux de 5 à 10.000 bêtes.

L'Administration du pays a rendu les services les plus éminents à l'élevage, en nommant des vétérinaires qui combattent sans cesse les maladies et les parasites qui s'attaquent aux animaux. De plus, ils perfectionnent sans cesse le croisement des races et donnent également tous les soins à la recherche des aliments convenant le mieux aux animaux domestiques. Toutes les recherches sur ce point sont résumées dans un journal *la Gazette de l'Eleveur* qui est répandu sur tous les points du territoire.

L'ABANDON DES CAMPAGNES EN AMÉRIQUE

Enfin, l'abandon des campagnes en Amérique et les remèdes destinés à y remédier, exposés par M. Douglass, sont des sujets d'actualité trop brûlants pour que nous les passions sous silence.

La question de l'abandon des campagnes se pose aux Etats-Unis comme en France. Pendant longtemps, l'accroissement de la population s'est réparti d'une façon à peu près égale entre les districts ruraux et les centres urbains. Puis, il vint un moment où cette augmentation se ralentit dans les campagnes, tandis que les villes s'enflaient démesurément. Plus tard, on constata même dans certaines régions une stagnation complète. En certains endroits, l'émigration vers les villes fut si forte que, d'un recensement à l'autre, on constata une diminution du nombre des habitants. Et, chose particulièrement frappante, ce n'est pas dans les régions les plus pauvres que ce vide se produisait, mais dans les contrées les plus riches et où le cultivateur récoltait les bénéfices les plus rémunérateurs.

On s'émut en haut lieu de cette situation, car une juste proportion entre la population des villes et celle des campagnes est nécessaire à l'équilibre économique et social d'un pays.

En France, si l'on avait jamais l'idée d'enquêter sur cette matière, on

mettrait probablement en branle tout l'apparat administratif. Le Ministre enverrait des instructions aux préfets, les préfets adresseraient aux maires un formulaire imprimé contenant un questionnaire établi d'avance, et les réponses, si par hasard elles étaient retournées, iraient s'enfouir pour toujours dans quelque carton ministériel.

Aux Etats-Unis, on prit le moyen le plus direct et le plus simple. Le président d'alors, Roosevelt, qui s'est acquis une renommée universelle comme homme d'Etat, par son activité et ses initiatives, constitua une Commission qui circula partout, convoqua les gens, et là, dans des réunions familières, comme en des causeries intimes, demanda à chacun : « En quoi êtes-vous mécontents de votre situation? Pourquoi vos fils et vos filles ne veulent-ils pas continuer le métier de leurs parents? »

Sur cette invitation cordiale à s'expliquer, chacun donna libre cours à ses sentiments. D'une façon générale, les jeunes gens déclarèrent que ce n'était pas de leur plein gré qu'ils quittaient la profession dans laquelle ils étaient nés. La culture payait. De plus, beaucoup avaient pris la peine de passer par des écoles professionnelles. D'eux-mêmes, ils étaient disposés à poursuivre un métier qu'ils connaissaient bien et dont ils comptaient tirer un profit au moins aussi rémunérateur que de toute autre situation à la ville.

Malheureusement, leur avis n'était pas celui des charmantes personnes dont ils rêvaient de faire les compagnes de leur existence. Celles-ci trouvaient les travaux trop pénibles, la vie trop peu confortable, les distractions trop rares, la solitude de l'existence campagnarde trop monotone. Dans ce conflit des deux sexes, il est bien évident que ce n'est pas celui que l'on qualifie de fort qui avait le dernier mot.

Autre constatation. La santé dans les campagnes était moins bonne que dans les villes. L'hygiène était mal comprise, le médecin trop éloigné pour qu'on ait facilement recours à ses soins. La nourriture était fréquemment défectueuse, le cultivateur ayant l'habitude de vendre ses produits les meilleurs et de conserver ceux de moindre qualité pour son usage.

Ici, nous devons ouvrir une parenthèse pour expliquer une situation qui n'existe pas en France, où le paysan est en moyenne plus robuste que le citadin. D'une part, la salubrité des villes est beaucoup mieux comprise là-bas que chez nous, surtout dans les cités de création récente, où les espaces libres, les parcs occupent des étendues considérables, où les cottages, entourés de jardins et habités même par des familles ouvrières, bordent de longues avenues. D'autre part, nos amis américains ne s'offenseront pas, j'espère, si nous croyons que la femme anglo-saxonne n'a pas les aptitudes ménagères de la française. Elle n'a pas le goût de cette cuisine économique, agréable et saine, qui est un facteur de

la santé. De plus, les fermes se spécialisant dans un seul produit, n'ont pas cette variété de culture qui, chez nous, donne à peu près tout ce qui est nécessaire à la subsistance d'une famille. On y a même cité des producteurs de lait qui, expédiant la totalité de leur marchandise, vivaient eux-mêmes de lait condensé!

Une autre raison donnée par les paysans de cette attraction des villes était la difficulté qu'ils avaient d'assurer l'instruction de leurs enfants. En Amérique, le village n'existe pas. Une habitation au centre de chaque domaine est éloignée d'une autre, car les domaines sont vastes, et ainsi de suite jusqu'à la ville, distante de plusieurs dizaines de kilomètres.

Les écoles étaient trop loin des centres urbains. Il y en avait bien dans la campagne même, afin que l'accès en fut possible, mais les distances faisaient que chacune ne servait qu'à un petit nombre d'élèves. Le trajet aller et retour restait trop long pour que la fréquentation en fut commode; celle-ci était forcément irrégulière. Dans ces conditions défavorables, les maîtres se décourageaient et manquaient du zèle nécessaire.

On le voit, il y a dans cet ensemble, et toute réserve faite sur la différence des situations, des raisons assez analogues à celles que donneraient nos campagnards, si jamais l'on s'était préoccupé de leur demander leur avis.

Les remèdes. — Les causes de la dépopulation des campagnes ayant été ainsi indiquées par les habitants eux-mêmes, on se mit à l'œuvre pour y remédier.

On se préoccupa d'abord d'améliorer les habitations rurales en les rendant plus pratiques et plus confortables. Il y a une disposition des locaux qui rend l'usage des maisons plus commode, en établissant l'ordre et la dimension des pièces suivant l'emploi que l'on en fait, en réservant pour chaque chose la place la mieux appropriée, qui évite des transports inutiles ou pénibles. C'est un art trop négligé par les architectes ou entrepreneurs, mais vers lequel on s'efforça d'orienter la construction des maisons nouvelles, de manière à réduire au minimum le travail domestique.

On amena l'eau courante, on pourvut même les habitations du chauffage central (qui est, aux États-Unis, beaucoup moins un luxe que chez nous). Bref, on fit le possible pour que la maison rurale ne souffrit plus d'une comparaison désavantageuse avec celle de la ville.

Les inconvénients de la vie à la campagne provenant en grande partie de la difficulté des moyens de communication, on entreprit la construction d'un bon réseau de routes.

Puis, la fabrication des automobiles à bon marché a complètement

révolutionné les transports. Le constructeur Ford a été le bienfaiteur des campagnes en abaissant leur prix de revient d'une façon qui en popularise l'usage. On peut avoir une voiture pour 1.700 francs. Il promet de la vendre bientôt à 1.000! Et comme l'essence est à meilleur marché là-bas qu'ici, ce moyen de locomotion est à la portée des bourses modestes. Quelques heures de liberté, et l'on va à la ville faire ses emplettes et se procurer quelque distraction. On peut aller prendre un repas chez des amis et revenir à temps chez soi pour continuer le cours des travaux commencés. Bref, l'auto a rendu à l'habitant des campagnes la possibilité d'une vie sociale.

Cette possibilité de transport rapide a permis de résoudre le problème de l'instruction. En réduisant les distances, on a pu grouper dans un même centre un plus grand nombre d'enfants. Un service automobile les ramasse chaque matin et les amène à l'école. Plus de longues marches par la chaleur, la bise, la pluie ou la neige. Ils prennent le repas de midi à l'école, y restent la journée et sont ramenés le soir chez eux. Les écoles, qu'il n'est plus nécessaire de faire aussi nombreuses, sont plus vastes et mieux aménagées. Elles s'adjoignent une exploitation qui favorise l'instruction agricole, car, à l'enseignement théorique, vient se joindre la leçon de chose.

Une inspection médicale régulière a lieu dans les écoles, examine les enfants et leur fait donner les soins nécessaires.

Un corps d'infirmières se rend à domicile, pour enseigner les soins d'hygiène, s'assurer qu'on sait les appliquer et conseiller les femmes sur la tenue du ménage.

Tels sont les moyens que les Américains ont jugé bon d'employer pour combattre la désertion des campagnes.

CONCLUSION

Ce que vous pouvez remarquer, comme nous, c'est la tendance qu'ont les Américains à faire attention au côté matériel du problème, il en est de même du reste qu'ils s'occupent d'industrie ou d'agriculture, ils recherchent avant tout la quantité plutôt que la qualité. Si en France nous songeons à améliorer les conditions matérielles de la vie de nos paysans, nous nous occupons aussi du côté moral du problème, en cherchant à procurer des distractions saines aux fils et aux filles de nos cultivateurs qui sont attirés par les plaisirs de la cité voisine.

Au point de vue de l'instruction, nous avons le tort de donner à tous nos enfants une instruction primaire identique qu'ils soient de la ville ou de la campagne. Nous devrions offrir à nos jeunes ruraux une éduca-

tion professionnelle sérieuse qui permettrait de développer leur intelligence sans leur faire perdre le goût de la terre.

A quoi bon leur donner des notions sur les sciences, sur l'histoire et la géographie de tous les pays du monde, hormis celles de la France qui devraient être approfondies, sinon d'élever au-dessus de leurs conditions un certain nombre de campagnards moins bornés que les autres et d'en faire des déclassés. Au lieu de retenir et de ramener à la terre où ces jeunes ruraux intelligents pourraient faire progresser l'agriculture, nous en faisons des instituteurs citadins, des fonctionnaires de tout ordre et de tout grade, qui iront croupir dans des petites villes et n'auront plus la volonté, s'ils ne réussissent pas, de revenir au pays natal reprendre le métier de leur père comme le feraient les Américains,

Il ne faudrait pas, non plus, que les Municipalités de nos grandes villes emploient tous les moyens pour retenir à la ville les déracinés de nos campagnes et leur imposent souvent des chômages dispendieux aussi bien pour la caisse commune que pour la bourse du travailleur, sous prétexte d'avoir une augmentation de population.

La main-d'œuvre à la campagne est aussi chère que dans les centres urbains; elle est plus régulière; on ne peut donc pas dire que c'est l'appât d'un gain plus élevé et plus constant qui retient ses exilés loin de leurs foyers natals; ce sont plutôt les différentes attractions comme le cinéma, une vie de plaisir avec la semaine anglaise pour les femmes. Si nous voulons ramener des paysans à la terre, nous devons lutter contre ces tendances et chercher à procurer à nos cultivateurs dans le logement de leur famille une aisance et un bien-être qu'ils ne trouveront jamais dans les taudis urbains.

* * *

A l'issue de ces communications, M. Silvestre, vice-président de l'A. I. C. A. adresse à nouveau ses remerciements à l'A. I. C. A. grand quartier général américain qui a bien voulu répondre à notre appel. Il remercie également les conférenciers de leurs communications et exprime l'espoir que cette première réunion sera suivie d'autres du même genre. Il rappelle que des liens d'affection fraternelle que rien ne saurait rompre, ont été noués entre Américains et Français, et qu'il ne faut pas oublier, que, si le poilu américain uni au poilu français, nous a sauvés du danger allemand, l'agriculteur américain nous a sauvés de la crise du pain.

Ces paroles sont accueillies avec enthousiasme par tous les auditeurs et la séance est levée à 17 heures au milieu des applaudissements unanimes.